

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Perpignan, le 29/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)

lieux-dits: « Cami Ral » et « Papelauque »
66390 BAIXAS

Références : 2022-083-PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 sur le site de l'ancienne carrière dite du Quintou appartenant à la société LAFARGE GRANULATS et située sur la commune de BAIXAS.

L'inspection a été annoncée le 27/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée suite à la transmission du dossier de notification de mise à l'arrêt définitif de la carrière dite du Quintou.

L'objectif est de visualiser la situation de cette ancienne carrière qui n'a plus été exploitée depuis de nombreuses années.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits: « Cami Ral » et « Papelauque » 66390 BAIXAS
- Code AIOT dans GUN : 0006601371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat ». La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation couvre une surface de 62,6 ha sur la commune de BAIXAS, répartie sur 2 sites distincts :

- 45,6 ha correspond à la zone en exploitation aux lieux-dits : « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat »,
- 17 ha correspond à une ancienne exploitation (carrière du Quintou) et constitue une réserve de matériaux, aux lieux-dits : « Cami Ral » et « Papelauque ».

L'autorisation concernant la carrière principale a été renouvelée par arrêté du 02/07/2021 par contre l'autorisation sur la carrière du Quintou a été refusée puisqu'il est apparu lors de l'instruction que la société Lafarge ne disposait pas de la maîtrise foncière pour 3 parcelles situées sur ce site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
PC1-Notification arrêt définitif carrière Quintou	AP du 02/07/2021, article 1.1.2	60 jours
PC2-Interdiction ou limitation d'accès au site	AP du 02/07/2021, article 1.1.2 - 1.6.6	15 jours
PC3-Respect des modalités de réaménagement	AP du 02/07/2021, article 1.1.2	60 jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que le dossier de notification de l'arrêt définitif n'est pas recevable et les mesures prises pour assurer la sécurité sont insuffisantes et doivent être complétés conformément aux exigences de la réglementation et en tenant compte des précisions apportées sur la fiche de constats jointe au § 2.4.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC1-Notification arrêt définitif carrière Quintou

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Arrêt définitif carrière Quintou
Prescription contrôlée : Le renouvellement de l'autorisation de la carrière dite du Quintou est refusé. Dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté la société LafargeHolcim Granulats doit finaliser la remise en état et déposer un dossier d'arrêt définitif conformément aux dispositions des articles 1.6.6 et 8.1.9 du présent arrêté.
Constats : <u>Objet du contrôle</u> : vérification de la conformité du dossier d'arrêt définitif L'arrêté du 02/07/2021 autorisant le renouvellement de la carrière principale de Baixas a interdit le renouvellement de la carrière "annexe" dite du Quintou. L'article 1.1.2 a fixé un délai de 6 mois à l'exploitant pour finaliser la remise en état et déposer son dossier d'arrêt définitif. La société LAFARGE a adressé à la préfecture une « notification de mise à l'arrêt définitif de la carrière du Quintou » (rapport ATDx - V1 du 01/04/2022). La préfecture a saisi l'inspection par courrier du 19/04/2022 pour avis sur les suites à donner à ce dossier. L'article 1.6.6 de l'arrêté d'autorisation du 02/07/2022 renvoi aux dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-5 du Code de l'Environnement pour ce qui concerne l'arrêt définitif qui prévoit : <ul style="list-style-type: none">• phase 1 (article R. 512-39-1) : notification de l'arrêt définitif avec confirmation de la mise en sécurité du site et précisions sur les travaux restant à réaliser (6 mois avant l'arrêt définitif) ;• phase 2 (article R. 512-39-3): transmission d'un mémoire confirmant la réalisation des travaux et précisant les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement Pour ce dossier : <ul style="list-style-type: none">• l'autorisation de renouvellement de la carrière du Quintou ayant été refusée, cela a acté l'arrêt définitif de ce site,• l'usage futur à prendre en compte, à savoir « réaménagement en terrain à vocation écologique » et les conditions de réaménagement ont été définis par les articles 1.6.6 et 8.1.9 de l'arrêté du 02/07/2021. le dossier attendu sous 6 mois en application de l'article 1.1.2 correspondait en conséquence au mémoire prévu à l'article R.512-39-3 et non à la notification de mise à l'arrêt. Le rapport ATDx du 01/04/2022 comprend les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• rappelle du contexte de l'arrêt définitif lié au refus du renouvellement de l'autorisation• présentation succincte de la situation du site• présentation des travaux réalisés et restant à réaliser• confirmation de l'évacuation des produits et déchets présent sur le site• information sur les mesures prises pour la maîtrise des risques liés au sol, aux eaux souterraines et superficielles• conditions d'interdictions d'accès au site. <u>Écart à corriger</u> : La société LAFARGE doit déposer le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 précisant : <ul style="list-style-type: none">• l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de la remise en état ;• les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Ce mémoire doit également comprendre un historique du site, l'identification des propriétaires et une explication sur le décalage entre les parcelles autorisées et la zone exploitée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC2-Interdiction ou limitation d'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.1.2 - 1.6.6
Thème(s) : Autre, Arrêt définitif carrière Quintou
Prescription contrôlée : Article 1.1.2 Le renouvellement de l'autorisation de la carrière dite du Quintou est refusé. Dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté la société LafargeHolcim Granulats doit finaliser la remise en état et déposer un dossier d'arrêt définitif conformément aux dispositions des articles 1.6.6 et 8.1.9 du présent arrêté. Article 1.6.6 Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : réaménagement en terrain naturel à vocation écologique. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
Constats : <u>Objet du contrôle</u> : vérification de l'interdiction ou limitation d'accès au site La carrière n'est plus exploitée depuis de très nombreuses années (à priori plus de 30 ans) et le site semble avoir été arrêté sans qu'il soit procédé à des opérations de remise en état. Il subsiste des fronts de hauteur importante (à priori supérieurs à 20 m) résultant de l'ancienne exploitation qui peuvent présenter des dangers. Certains fronts sont dans des zones géologiques instables et des effondrements localisés peuvent être constatés. L'accès principal à cette ancienne carrière est empêché par une barrière et le site est clôturé par une clôture 3 fils. La vérification par sondage de la clôture a permis de constater que globalement la clôture semble présente sur le périmètre du site mais est par endroit détériorée. Des panneaux d'information censés prévenir des dangers de cette ancienne carrière sont apposés sur cette clôture par contre toutes les inscriptions sont effacées. En tête de front il existe un merlon de protection qui s'est végétalisé naturellement, mais ce dispositif n'est pas continu sur l'ensemble des fronts, en particulier sur les fronts de grande hauteur. <u>Écart à corriger</u> : La société Lafarge doit vérifier et réparer la clôture pour empêcher l'accès au site qui présente des dangers et remplacer les panneaux signalant le danger, panneaux qui doivent pouvoir être visibles en tout point de la clôture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : PC3-Respect des modalités de réaménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Arrêt définitif carrière Quintou
Prescription contrôlée : Article 1.1.2 Le renouvellement de l'autorisation de la carrière dite du Quintou est refusé. Dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté la société LafargeHolcim Granulats doit finaliser la remise en état et déposer un dossier d'arrêt définitif conformément aux dispositions des articles 1.6.6 et 8.1.9 du présent arrêté.
Constats : <u>Objet du contrôle</u> : vérification des modalités de réaménagement du site La société LAFARGE, considérant que la carrière n'a pas été exploitée depuis plus de 30 ans et que la végétation a repris ses droits, propose de ne pas réaliser la remise en état prévue par l'arrêté du 02/07/2021, excepté les opérations de mise en sécurité et d'évacuation des déchets. L'inspection note que la carrière semble avoir été arrêtée sans aucune opération de remise en état. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• le carreau supérieur est encombré par de nombreux blocs disposés anarchiquement,• les fronts ne sont pas sécurisés ;• il subsiste des constructions en ruines, massifs d'ancrage, reste d'installation de traitement... qui doivent être démantelés et rasés ;• il subsiste une piste en partie revêtue qui doit être supprimée ;• des ravines ont été creusées dans d'anciens remblais par les eaux pluviales, il ne semble pas y avoir d'émissaire pour l'évacuation des eaux pluviales qui semble s'évacuer par le chemin d'accès ;• Une opération d'évacuation des déchets a été menée dans le cadre du dépôt de la notification mais il subsiste des déchets éparpillés sur le site ;• ... <u>Écart à corriger</u> : La société Lafarge doit respecter les modalités de réaménagement prévue par l'arrêté du 02/07/2022 ou déposer une demande de modification de l'arrêté d'autorisation du 02/07/2021 sur la base d'un projet de réhabilitation du site. Dans le cas d'une modification des conditions de réaménagement l'avis des propriétaires et de la commune sur les nouvelles conditions de réaménagement est requis. Concernant la sécurisation du site, l'inspection confirme que les dispositions de l'article 8.1.9.5 concernant la mise en sécurité des talus et la purge des fronts de tout élément instable, la mise en place d'un dispositif durable en tête de front sans discontinuité pour empêcher son franchissement, l'inspection détaillée des fronts par un géotechnicien pour déterminer les risques d'instabilité à long terme et les aménagements spécifiques à mettre en œuvre pour assurer la pérennité du site et la sécurité des personnes ... doivent être respectées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :